

Philippe GIOVANNINI

Député—maire de La Seyne

En ce début d'année nouvelle, M. Philippe Giovannini, député-maire, le conseil municipal adressent à leurs administrés l'expression de leurs vœux les plus sincères de bonne santé, de prospérité et de bonheur dans une ambiance de paix à laquelle toute l'humanité aspire.

Cependant, ils constatent que la politique du pouvoir actuel qui est celle de la haute finance, aggrave les conditions d'existence de chaque citoyen par la hausse vertigineuse des prix, la menace du chômage, l'accroissement des impôts en même temps qu'elle accable les communes de France sous le poids de charges insupportables.

Ils font aussi la constatation amère que ce pouvoir des monopoles, renforce un peu plus chaque jour son autorité à caractère fascinant, tout en déployant un masque de libéralisme susceptible de surprendre la bonne foi des honnêtes gens.

C'est pourquoi, M. le député-maire et le conseil

municipal refusent de s'accommoder de cette politique néfaste qui frappe toutes les catégories sociales: personnes âgées aux ressources insuffisantes; jeunes à la recherche d'un emploi; fonctionnaires brimés; ouvriers que le chômage menace; cultivateurs expropriés; petites et moyennes entreprises menacées de fermeture...

Ils souhaitent que, prenant que prenant conscience de la nécessité d'un changement réel de politique, les Seynoises et les Seynois contribuent par leur union et leur action à créer les conditions pour l'application des mesures économiques sociales et politiques prévues par le programme commun.

Ils formulent le vœu le plus ardent de voir les liens d'amitié et de solidarité de notre communauté Seynoise se resserrer davantage autour de la municipalité pour que soit réalisé avec plein succès le programme qu'elles s'était fixée pour le mandat en cours; pour que dans les semaines qui viennent, les « Assises Communales



de la vie quotidienne » aient un profond retentissement à La Seyne comme ailleurs afin que la volonté démocratique des masses populaires soit pleinement respectée.

MARIUS AUTRAN

Marius AUTRAN

Conseiller général, adjoint au maire de La Seyne



En ma qualité de conseiller régional, il m'est demandé de formuler des vœux à l'adresse de la Provence, ma terre natale.

Qu'il s'agisse de ses paysages ravissants et prestigieux, de la douceur de son climat, de ses ressources naturelles infiniment variées, de sa belle langue si expressive, de ses habitants généreux et expansifs, de son patrimoine historique important, je

parle toujours de la Provence avec exaltation.

C'est pourquoi, je lui souhaite les meilleures choses. Par exemple :

Que ses richesses naturelles soient exploitées judicieusement, ses industries nouvelles mieux réparties; que le complexe capitaliste de Fos ne détruise pas son équilibre économique, et qu'avec la défense effective de l'agriculture, les créations d'emplois se multiplient.

Je souhaite aussi que les sites touristiques ne soient pas la proie de promoteurs marchands de soleil, que le patrimoine artistique et culturel de la Provence soit sauvegardé, que son environnement (littoral méditerranéen, forêts...) soit protégé...

On peut allonger la liste.

Mais tous ces vœux n'auront qu'un caractère platonique tant que l'institution régionale ne sera pas établie sur d'autres bases.

De l'avis unanime des présidents des conseils régionaux de France, il faut modifier et démocratiser les structures.

Le Conseil régional actuel n'est pas majeur dans ses actes, le véritable exécutif étant détenu par le préfet de région. Il n'est pas

responsable devant la population, ses membres n'étant pas élus au suffrage universel.

Son budget propre est ridicule et ne permet que des actions de saupoudrage.

La région, telle qu'elle a été conçue est un écran administratif supplémentaire qui interdit un peu plus aux citoyens toute participation à la vie économique et sociale.

Tout cela les présidents de conseils régionaux l'ont dit. Mais il faut craindre qu'avec le pouvoir actuel leur appel ne sera guère entendu — pas plus que n'ont été entendus ceux des conseils généraux et maires de France pour le transfert de la préfecture du Var.

C'est pourquoi, ce que je souhaite de mieux à notre région Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est que le mistral républicain souffle assez fort pour substituer aux institutions actuelles d'autres formes qui respecteront la volonté démocratique des populations provençales.